

USA: Une loi contre le boycott d'Israël

04.10.2017

Categories: Attaques contre BDS, BDS-Arguments

Une nouvelle loi est en préparation aux Etats-Unis avec le soutien de plus de 43 sénateurs et 243 membres de la Chambre des représentants. Cette loi impose une pénalité à toute personne appelant – ou participant – à un boycott des produits des colonies de peuplement israéliennes. D'après le sommaire de l'American Civil Liberties Union, la pénalité consisterait au minimum à une amende de 250'000 dollars, montant qu'aucun juge aux Etats-Unis ne peut réduire. Cette pénalité peut pourrir même atteindre une amende d'un million de dollars au maximum et 20 ans d'emprisonnement. Il faut noter que ce projet de loi a le soutien presque total des représentants aussi bien du Parti démocrate que républicain, aussi bien au Sénat qu'à la Chambre des représentants, et qu'aucun membre de ces partis ne s'est ouvertement opposé à la loi.

A lire: les [tentatives de boycotter BDS](#)

D'après le journaliste Glen Greenwald, de Intercept, cette loi qui vise à bâillonner les opposants au gouvernement d'apartheid en Israël est d'autant plus dangereuse que sa formulation est très large: elle criminalise tout acte de boycott contre Israël promu par toute institution ou organe international, qu'il soit sponsorisé par des gouvernements étrangers ou qu'il fasse partie d'organisations internationales et d'associations telles que les Nations Unies et l'Union européenne. Autrement dit, la loi pourrait contrecarrer les campagnes menées par le mouvement de solidarité avec la Palestine pour faire pression sur les corporations pour qu'elles coupent les liens avec Israël ou même avec les colonies israéliennes. Et cela s'étendrait à toutes les compagnies états-uniennes et internationales qui ont des liens avec les Etats-Unis ou y ont des bureaux. Il s'agirait donc d'intimider tous les secteurs économiques sur le plan mondial contre l'idée de limiter le commerce avec des compagnies israéliennes ou même contre l'achat de produits des colonies pour quelque raison que ce soit qui pourrait être interprété par la loi comme un boycott et qui permettrait des poursuites judiciaires des coupables. Les dirigeants de ces pays hésiteraient ainsi à prendre une décision dans sens, même pour des raisons purement commerciales ou de concurrence.

Fondamentalement ceci les oblige à accepter toutes les demandes de la part d'Israël dans toute transaction commerciale avec Israël. (...)

Source: [article de Mussab Qasem Azzawi](#) dans le Middle East Monitor

Autres articles sur cette question:

- [Etats-Unis : la guerre contre la campagne BDS est une guerre contre la liberté d'expression](#)

- [La législation anti-BDS aux Etats-Unis](#)